



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 63.125/2
du 9 avril 2018

advies 63.125/2
van 9 april 2018

sur

over

un projet d'arrêté royal
'modifiant l'arrêté royal du
25 avril 2007 fixant les
conditions d'installation,
d'entretien et d'utilisation des
systèmes d'alarme et de
gestion de centraux d'alarme'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot wijziging van het
koninklijk besluit van
25 april 2007 tot vaststelling
van de voorwaarden voor
installatie, onderhoud en
gebruik van alarmsystemen en
beheer van alarmcentrales'

Le 9 mars 2018, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur, chargé de la Régie des bâtiments à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 25 avril 2007 fixant les conditions d'installation, d'entretien et d'utilisation des systèmes d'alarme et de gestion de centraux d'alarme'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 9 avril 2018. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, président, Martine BAGUET, président de chambre, Wanda VOGEL, conseiller d'État, Christian BEHRENDT, assesseur, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été rédigé par Anne VAGMAN, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 9 avril 2018.

*

Op 9 maart 2018 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Eersteminister en Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met de Regie der gebouwen verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 april 2007 tot vaststelling van de voorwaarden voor installatie, onderhoud en gebruik van alarmsystemen en beheer van alarmcentrales'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 9 april 2018. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, voorzitter, Martine BAGUET, kamervoorzitter, Wanda VOGEL, staatsraad, Christian BEHRENDT, assessor, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is opgesteld door Anne VAGMAN, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 9 april 2018.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

Vu les difficultés posées par certaines dispositions de l'arrêté en projet en matière de frais pouvant ou non être mis à charge des centrales de gestion compétentes, des autorités belges ou du gestionnaire d'infrastructure¹, il conviendra, le cas échéant et en fonction de la suite qui sera réservée aux observations faites dans le présent avis, de solliciter l'avis de l'Inspecteur des Finances et l'accord de la Ministre du Budget et de les viser au préambule de l'arrêté.

EXAMEN DU PROJET

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

I. Les suites réservées à l'avis n° 62.081/2 du 2 octobre 2017

1. Un premier projet d'arrêté royal ayant un objet identique au projet à l'examen a été soumis à la section de législation du Conseil d'État et a donné lieu à l'avis n° 62.081/2 du 2 octobre 2017.

Cet avis est rédigé en ces termes :

« FONDEMENT JURIDIQUE

1. Il ressort du dossier de demande d'avis que le projet d'arrêté à l'examen entend procurer exécution à la loi-cadre STI² et spécifiquement aux aspects de cette loi ayant trait à la matière de la sécurité privée.

La loi-cadre STI a en effet introduit dans la loi du 10 avril 1990 'réglementant la sécurité privée et particulière', un article 12, §§ 2 et 3, rédigé comme suit :

'§ 2. Les définitions des notions de eCall', eCall privé', centrale d'alarme eCall' service d'urgence', centrale de gestion des appels d'urgence' et ensemble minimal de données' sont les mêmes que celles visées à l'article 3 de la loi-cadre STI.

¹ Voir, ci-après, l'observation générale n° III.

² Note de bas de page n° 1 de l'avis cité : Il s'agit de la loi du 17 août 2013 'portant création du cadre pour le déploiement de systèmes de transport intelligents et modifiant la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière', dont l'article 15 énonce que « La présente loi est dénommée 'loi-cadre STI' ».

Les opérateurs de réseaux publics de communication électronique mobile et les fournisseurs de services publics de communication électronique mobile au sens de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, acheminent les eCall et les eCall privés vers une centrale d'alarme eCall qui traite les eCall conformément aux dispositions du présent article.

La centrale d'alarme qui reçoit un eCall ou un eCall privé, vérifie si celui-ci résulte d'un incident nécessitant l'intervention des services d'urgence offrant de l'aide sur place, tels que visés à l'article 107, § 1^{er}, premier alinéa, a., de la même loi.

S'il s'avère, après évaluation, qu'une intervention des services d'urgence offrant de l'aide sur place est nécessaire, la centrale d'alarme eCall transmet, sans frais, immédiatement l'ensemble minimal de données à la centrale de gestion des appels d'urgence concernée. La centrale d'alarme eCall assure également, sans frais, le transfert de la liaison vocale entre le(s) occupant(s) du véhicule et la centrale de gestion des appels d'urgence concernée.

Le Roi détermine, sur proposition du Ministre de l'Intérieur et du Ministre de la Santé publique, les autres données nécessaires à la mobilisation efficace et effective des services d'urgence ainsi que les règles d'évaluation d'un incident et sa gravité.

§ 3. La centrale d'alarme conserve pendant une période de deux ans à partir du jour d'un eCall ou d'un eCall privé, l'ensemble minimal de données et des autres données fixées par le Roi.

Le Roi fixe, sur proposition du Ministre de l'Intérieur et du Ministre de la Santé publique, les autres données relatives aux eCall et aux eCall privés que les centrales d'alarme sont tenues de conserver et de transmettre aux services d'urgence offrant de l'aide sur place, ainsi que la forme, le contenu et le mode de transmission de ces données.

Au plus tard le 1^{er} mars de chaque année, les centrales d'appel eCall communiquent au Ministre de l'Intérieur des statistiques mensuelles anonymisées concernant le nombre total d'eCall et d'eCall privé qui a été généré durant l'année civile écoulée, en distinguant ces derniers en fonction de chaque valeur de catégorie de service d'urgence'.

L'arrêté royal à l'examen est rédigé dans le prolongement de ces habilitations ³.

2. Les dispositions de la loi du 10 avril 1990 qui viennent d'être citées ont été abrogées par la loi 'réglementant la sécurité privée et particulière', adoptée le 8 juin 2017 en séance plénière de la Chambre des représentants et en attente de publication au *Moniteur belge*.

Les habilitations précitées qui sont relatives à la gestion des appels e-call et qui avaient été insérées dans la loi du 10 avril 1990 par la loi-cadre STI, ont été remplacées par de nouvelles habilitations dans la nouvelle loi.

Le commentaire des articles 152 et 153 de la nouvelle loi mentionne en effet que

'Ces articles confèrent à la loi la base légale nécessaire pour la politique en matière d'alarmes, telle que prévue dans les arrêtés d'exécution de la loi actuelle. Ainsi, les procédures à suivre lors des différentes situations d'alarme, telles que les alarmes

³ Note de bas de page n° 2 de l'avis cité : Il est d'ailleurs proposé et contresigné par les Ministres ayant l'Intérieur et la Santé publique dans leurs attributions, comme l'imposent les habilitations figurant à l'article 12, §§ 2 et 3, de la loi du 10 avril 1990.

intrusion, les alarmes de personnes, les alarmes incendie, ainsi que le traitement des appels d'urgence tels que eCall, sont déterminés dans des arrêtés d'exécution' ⁴.

3. La nouvelle loi contient à présent les dispositions suivantes, qui sont reprises sous une section intitulée 'Alarmes et gestion d'alarmes' :

'Art. 152. Avant de relayer auprès des centrales d'urgence 101/112 des communications sur la base de signaux provenant d'un système d'alarme, le signaleur de l'alarme doit vérifier ladite alarme afin de constater s'il s'est réellement produit un événement nécessitant une aide urgente, à savoir l'intervention des services d'urgence ou de police.

Art. 153. Le Roi arrête le mode de vérification de l'alarme, les procédures de communication d'une alarme aux centrales d'urgence, ainsi que la forme, le contenu et les délais de conservation des données qu'il détermine.

Art. 154. Le ministre de l'Intérieur fournit aux centrales d'alarme les informations nécessaires leur permettant de transmettre des communications directes aux centrales d'urgence sans devoir appeler les numéros d'urgence 101 ou 112.

Art. 155. Le Roi détermine les conditions d'installation, d'entretien, de communication et d'utilisation des systèmes d'alarme et de leurs composants.

Art. 156. Il n'est pas autorisé de proposer – par téléphone ou par le biais de visites chez des particuliers – des systèmes d'alarme et/ou des services de suivi d'alarme, sauf requête préalable de la personne à visiter.

Art. 157. Par dérogation à l'article 79, les agents de gardiennage qui effectuent l'activité de 'gestion d'une centrale d'alarme' ne sont pas obligés de porter la carte d'identification de manière visible.

Art. 158. Les entreprises exclusivement autorisées pour la gestion d'un central d'alarme qui reçoit et traite des eCalls ou des signaux d'alarmes relatifs à des incendies, des fuites de gaz ou des explosions ne sont pas soumises aux dispositions des articles 41, 3°, 51 et 53.

Les personnes visées à l'article 60, 1° et 4°, employées par ces entreprises, ne sont pas soumises aux dispositions de l'article 61, 4°.

Les personnes visées à l'article 60, 6°, employées par ces entreprises, ne sont pas soumises aux dispositions de l'article 61, 5° et 6°.

4. À la différence du texte actuel de l'article 12, § 2, alinéa 2, de la loi du 10 avril 1990, tel qu'inséré par la loi-cadre STI, la loi nouvelle ne prévoit plus que

'Les opérateurs de réseaux publics de communication électronique mobile et les fournisseurs de services publics de communication électronique mobile au sens de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, acheminent les eCall et les eCall privés vers une centrale d'alarme eCall qui traite les eCall conformément aux dispositions du présent article'.

⁴ Note de bas de page n° 3 de l'avis cité : En ce qui concerne les appels e-call, le commentaire de l'article 158 de la nouvelle loi énonce également qu'« [u]ne des premières actions qui doit être réalisée dans le cadre de la directive STI est l'introduction d'une gestion harmonisée dans toute l'Union d'un 'eCall' interopérable. Le Service Public Fédéral Intérieur est compétent pour déterminer les obligations des centrales d'alarme qui assurent le transfert d'une liaison vocale entre l'occupant d'un véhicule et les services d'urgence offrant de l'aide sur place. Vu la nature spécifique des activités de traitement d'appel eCall et le contexte européen, certaines exceptions ont été prévues pour les centrales qui exercent exclusivement cette activité et pour leur personnel. Ces exceptions sont également applicables aux centrales d'alarmes qui gèrent uniquement des alarmes 'safety' ainsi qu'à leur personnel ».

Cet alinéa, qui est central pour l'opérationnalité de l'ensemble du système d'e-call, est reproduit à l'article 25/1 en projet de l'arrêté royal du 25 avril 2007 'fixant les conditions d'installation, d'entretien et d'utilisation des systèmes d'alarme et de gestion de centraux d'alarme' (article 2 du projet) mais cet article 25/1 ne trouve aucune base juridique dans les dispositions de la nouvelle loi qui sont citées au préambule du projet ni dans celles citées ci-dessus, comme les articles 152 et 153.

À cet égard, la section de législation observe que plusieurs aspects de la question font l'objet de l'article 107 de la loi du 13 juin 2005 'relative aux communications électroniques', disposition qui confère plusieurs habilitations au Roi moyennant l'avis de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications.

L'auteur du projet ne s'étant pas situé dans ce cadre juridique, cette question ne saurait être examinée plus avant ».

2. Le projet d'arrêté a été modifié à la lumière de cet avis, en y supprimant l'article numéroté à l'origine 25/1. Le projet ainsi amendé est le projet d'arrêté à l'examen.

La lettre de demande d'avis relatif au projet à l'examen explique comme suit la modification intervenue :

« Dit koninklijk besluit dient mede ondertekend te worden door de Minister van Volksgezondheid, mevrouw Maggie DE BLOCK, gezien de impact op de medische hulpdiensten. Echter, in dit stadium is het departement Volksgezondheid akkoord dat enkel mijn handtekening zich op het exemplaar in bijlage bevindt, gelet op de dringendheid van het dossier. Uiteraard zijn zij akkoord met de inhoud van het voorliggend koninklijk besluit tot wijziging.

[...]

Er dient benadrukt te worden dat dit ontwerp reeds een eerste keer werd voorgelegd aan de afdeling wetgeving, dd 1 september 2017. In dit kader verleende de afdeling wetgeving op 2 oktober 2017 het advies nr. 62.081/2 waarin werd opgemerkt dat artikel 25/1 van het ontwerp geen enkele rechtsgrond ontleende aan de bepalingen van de nieuwe wet tot regeling van de private en bijzondere veiligheid.

Na analyse van dit advies werd het ontwerpbesluit aangepast als volgt. De inhoud van het oorspronkelijke artikel 25/1 werd geschrapt aangezien deze bepaling overbodig is en niets verandert aan de verplichtingen die nu al bestaan voor de operatoren van openbare mobiele elektronische communicatienetwerken en de verstrekkers van openbare mobiele elektronische communicatiediensten in de zin van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie. Het afleveren van de particuliere eCall aan de bestemming (de eCall-alarmcentrale) wordt gedekt door de bepalingen (en uitvoeringsbesluiten) van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie. Het doel van het ontwerpbesluit is enkel het bepalen van de methodes en procedures die de eCall-alarmcentrale dient te volgen (wijze van alarmverificatie, procedures voor de alarmmelding aan de noodcentrales en bewaartermijnen van bepaalde gegevens) ».

À la lumière de ces explications, il est clair que l'auteur du projet entend procurer exécution aux seules dispositions mentionnées au préambule qui règlent les relations entre la centrale d'alarme et la centrale de gestion (autrement dit, la centrale d'urgences), sans régler la question de l'acheminement de l'eCall privé entre le véhicule concerné et la centrale d'alarme elle-même, question qui relève, selon l'auteur du projet, du droit des communications électroniques.

Cependant, dès lors que l'avis n° 62.081/2 a observé que cet aspect d'acheminement est « central pour l'opérationnalité de l'ensemble du système d'e-call », se pose toutefois la question de savoir quelles sont précisément les dispositions légales ou réglementaires en vigueur, figurant dans la loi du 13 juin 2005 'relative aux communications électroniques' ou dans ses arrêtés d'exécution qui permettront ou imposeront le transfert de l'eCall entre le véhicule et la centrale d'alarme.

Interrogés sur ce point, les délégués ont communiqué, en substance, les informations suivantes :

1° le texte en projet ne concerne pas les eCalls publics (article 3, point 21, de la loi du 17 août 2013 'portant création du cadre pour le déploiement de systèmes de transport intelligents et modifiant la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière') : ce système d'eCalls publics permet et permet uniquement, au départ du véhicule, une connexion directe aux centrales de gestion des urgences, sans passer par un intermédiaire ; cette liaison est comparable à la possibilité de composer gratuitement le numéro 112 au départ d'un appareil de téléphonie mobile ; tel est le seul et unique objet de l'eCall public, sans autre prestation complémentaire ;

2° le texte en projet concerne uniquement les eCalls privés (article 3, point 22, de la loi du 17 août 2013 'portant création du cadre pour le déploiement de systèmes de transport intelligents et modifiant la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière'), système qui permet un accès aux centrales de gestion d'urgences 112 ou 101 par l'intermédiaire d'une centrale d'alarme qui offre en outre, comme prestataire de services, des services complémentaires généralement payants – par exemple une assistance globale, même en dehors des cas d'urgence. Dans ce cadre, un contrat est conclu entre l'utilisateur et la centrale d'alarme, et les délégués ont précisé à cet égard que, pour le transfert de l'appel du véhicule vers la centrale d'alarme, le réseau public de communications est utilisé sur la base d'un « contrat réglé à l'article 108 de la loi du 13 juin 2005 sur les communications électroniques »⁵.

3° l'utilisateur a le choix de conclure ou pas un contrat ayant pour objet un service d'eCall privé avec une centrale d'alarme ; à défaut d'un tel contrat, l'utilisateur bénéficie alors du seul eCall public, qui lui permet d'établir un lien avec le numéro 112, sans l'intermédiaire d'une centrale d'alarme offrant des services supplémentaires.

Ceci étant précisé, la question soulevée dans l'avis n° 62.081/2 ne paraît plus poser de difficulté.

⁵ L'eCall privé ne s'inscrit dès lors pas, en soi, dans le cadre de l'article 107 de la loi du 13 juin 2005.

II. La protection de la vie privée

Les articles 25/3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, et 25/5 en projet prévoient que la centrale d'alarme doit enregistrer l'appel en provenance des occupants du véhicule et, à la demande de l'opérateur de la centrale de gestion compétente, faire écouter à celle-ci l'enregistrement de la conversation avec le ou les occupants.

Un tel système, qui constitue une ingérence dans le droit au respect de la vie privée, ne peut être prévu que par la loi ou en vertu d'une habilitation légale expresse et précise, qui fait défaut en l'espèce.

Les articles 25/3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, et 25/5 en projet seront omis ⁶.

III. La réglementation des frais et des personnes à qui ils incombent

L'article 12, § 2, alinéa 4, de la loi du 10 avril 1990 'réglementant la sécurité privée et particulière' était libellé comme suit :

« S'il s'avère, après évaluation, qu'une intervention des services d'urgence offrant de l'aide sur place est nécessaire, la centrale d'alarme eCall transmet, sans frais, immédiatement l'ensemble minimal de données à la centrale de gestion des appels d'urgence concernée. La centrale d'alarme eCall assure également, sans frais, le transfert de la liaison vocale entre le(s) occupant(s) du véhicule et la centrale de gestion des appels d'urgence concernée ».

Les dispositions visées au préambule de l'arrêté en projet, spécialement les articles 153 et 155 de la loi du 2 octobre 2017 'réglementant la sécurité privée particulière', ne comportent pas de disposition similaire, particulièrement en ce que l'article 12, § 2, alinéa 4, précité prévoit que les tâches assurées par la centrale d'alarme s'effectuent « sans frais ».

Ces articles 153 et 155 n'habilitent pas plus le Roi à déterminer par quelles personnes ou autorités les frais résultant du fonctionnement du système eCall doivent être supportés.

Par conséquent, en tant qu'ils règlent cette question, les articles 25/1, 25/7, 4°, et 25/11 en projet sont dépourvus de fondement juridique.

L'article 25/1 en projet sera revu en conséquence et les articles 25/7, 4°, et 25/11, en projet seront omis.

⁶ Il est vrai que cette question peut être réglée par la voie contractuelle.

IV. Fondement juridique de l'intervention d'A.S.T.R.I.D.

1. Le texte en projet entend régler la connectivité entre la centrale d'alarme et les centrales de gestion en prévoyant l'intervention du « gestionnaire d'infrastructure », à savoir « la société anonyme de droit public A.S.T.R.I.D. visée à l'article 2 de la loi du 8 juin 1998 relative aux radiocommunications des services de secours et de sécurité » (article 1^{er} du projet – article 1^{er}, 32°, en projet) et en imposant des obligations audit gestionnaire (voir les articles 25/7, 1°, 2°, 3° et 7°, et les articles 25/10 et 25/11 en projet).

2. La question se pose de savoir quel est le fondement juridique de ces dispositions.

Interrogée sur ce point, la déléguée a communiqué la réponse suivante :

« L'article 153 de la loi prévoit que le Roi arrête les procédures de communication d'une alarme aux centrales d'urgence. Les règles de connectivité s'inscrivent dans ce cadre.

Par ailleurs, nous renvoyons également au contrat de gestion entre l'État belge et la S.A. Astrid (notamment l'article 97) [...].

Ce contrat de gestion a été établi par arrêté royal du 16 janvier 2017 (Arrêté royal établissant le troisième contrat de gestion d'A.S.T.R.I.D., M.B. du 25.01.2017).

Cet arrêté royal a été pris en exécution de la loi du 8 juin 1998 relative aux radiocommunications des services de secours et de sécurité ».

3. À la lumière de ces explications, il échet de rappeler que l'imposition d'obligations nouvelles à une personne morale de droit public nécessite soit une intervention directe du législateur, soit une habilitation expresse de celui-ci envers le pouvoir exécutif.

Aucune des dispositions mentionnées au préambule ne contient une telle intervention ou habilitation.

Par ailleurs, l'article 97 du contrat de gestion conclu entre l'État belge et A.S.T.R.I.D. rappelle en réalité une règle déjà inscrite à l'article 3, § 1^{er} (spécialement alinéa 2), de la loi du 8 juin 1998 'relative aux radio-communications des services de secours et de sécurité', qui dispose ce qui suit :

« Art. 3. § 1^{er}. A.S.T.R.I.D. aura pour objet la constitution, l'exploitation, l'entretien et les adaptations et élargissements évolutifs d'un réseau de radiocommunications pour la transmission de voix et de données au bénéfice des services belges de secours et de sécurité, de la Sûreté de l'État et d'institutions, sociétés ou associations, de droit public ou privé, qui fournissent des services dans le domaine des secours et de la sécurité.

A.S.T.R.I.D. peut, aux conditions fixées par le Roi, coopérer aux missions d'intérêt général qui sont confiées à un ou plusieurs opérateurs par ou en vertu de l'article 106 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques ».

L'article 106 précité est ainsi libellé :

« § 1^{er}. Le Roi établit, après avis de l'Institut, la liste des opérateurs qui collaborent à la défense civile, ainsi que les conditions et modalités de cette collaboration.

Le Roi établit, après avis de l'Institut, la liste des opérateurs qui collaborent avec la Commission mixte des télécommunications, ainsi que les conditions et modalités de cette collaboration.

Le Roi établit, après avis de l'Institut, la liste des opérateurs et les modalités de la mise à disposition des lignes louées demandées par les services visés à l'article 151.

§ 2. Dans les conditions et selon les modalités fixées par le Roi après avis de l'Institut, les opérateurs désignés prennent les mesures, y compris préventives, nécessaires afin de maintenir en cas de situation exceptionnelle, la continuité des services, y compris l'acheminement du trafic qu'il définit comme prioritaire.

§ 3. Une ligne donnant accès à l'internet et répondant aux besoins particuliers des écoles, des bibliothèques publiques et des hôpitaux est mise à la disposition de ces derniers sur tout le territoire du Royaume à un prix abordable en matière de raccordement et d'abonnement.

Les conditions tarifaires visées à l'alinéa 1^{er}, ainsi que les procédures visant à l'obtention desdites conditions tarifaires, sont définies en annexe.

Le Roi détermine les conditions techniques et financières de l'offre des conditions tarifaires visées à l'alinéa 1^{er}. Un accord de coopération peut être conclu à cette fin.

§ 4. Un ou plusieurs opérateurs peuvent être chargés par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, après avis de l'Institut, d'autres missions visant à satisfaire l'intérêt général.

§ 5. Dans les conditions techniques et financières fixées par le Roi après avis de l'Institut, un ou plusieurs opérateurs assurent la fourniture d'un tarif téléphonique spécial en faveur des quotidiens et hebdomadaires politiques et d'information générale et des agences de presse établies en Belgique et avec lesquelles la majorité des journaux à diffusion nationale ou à large diffusion en Belgique ont souscrit un contrat d'abonnement ».

Force est de constater que l'article 106 ici reproduit est étranger à la problématique concernée et, plus spécialement, aux services d'urgence qui, sont, eux, visés par l'article 107 de la loi du 13 juin 2005.

4. Dans ce contexte, l'on n'aperçoit pas quel est le fondement juridique qui permettrait au Roi d'imposer unilatéralement l'intervention d'A.S.T.R.I.D. et surtout d'imposer à celle-ci des obligations, ce, de manière unilatérale et en dehors du contrat de gestion, sur la seule base des dispositions visées au préambule et de l'article 97 du contrat de gestion conclu entre l'État belge et la société de droit public, article 97 qui, comme mentionné précédemment, se borne à rappeler une disposition législative qui n'apparaît pas pertinente pour la mise en place du système concerné.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

Les règlement, décision et communication des autorités européennes mentionnés aux alinéas 2, 3 et 4 ne constituant pas le fondement juridique de l'arrêté en projet, il y figureront non pas sous la forme de visas mais par le biais de considérants.

DISPOSITIF

Article 1^{er}

1. À l'article 1^{er} (article 1^{er}, 24°, en projet) ne figure que la définition de l'« eCall privé ». Comme déjà mentionné, le dispositif en projet ne concerne effectivement que les eCalls privés au sens de l'article 3, point 22, de loi du 17 août 2013 'portant création du cadre pour le déploiement de systèmes de transport intelligents et modifiant la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière'.

Aux fins d'éviter toute confusion avec les eCalls publics, l'ensemble de l'arrêté en projet sera revu de sorte qu'il soit fait mention à chaque fois d'« eCall privé » et non simplement d'« eCall ».

2. S'agissant de la définition de la « centrale d'alarme eCall », devenant « centrale d'alarme eCall privée » (article 1^{er}, 25°, en projet), il se recommande de s'inspirer de la définition qui figure à l'article 3, point 27, de la loi du 17 août 2013.

3. À l'article 1^{er}, 26°, en projet, de l'accord de la déléguée, la notion de « centre 112/100 » sera remplacée par celle de « centre 112 ».

L'ensemble du projet sera revu dans le même sens.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Gelet op de problemen die een aantal bepalingen van het ontworpen besluit doen rijzen in verband met kosten die al dan niet aangerekend kunnen worden aan de bevoegde beheerscentrales, aan de Belgische overheden of aan de infrastructuurbeheerder,¹ zal in voorkomend geval en naar gelang van het gevolg dat gegeven zal worden aan de opmerkingen die in dit advies gemaakt worden, het advies van de inspecteur van Financiën ingewonnen moeten worden en de akkoordbevinding van de minister van Begroting aangevraagd moeten worden en zal daarnaar in de aanhef van het besluit verwezen moeten worden.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

ALGEMENE OPMERKINGEN

I. Het gevolg dat gegeven is aan advies nr. 62.081/2 van 2 oktober 2017

1. Een eerste ontwerp van koninklijk besluit met eenzelfde strekking als het voorliggend ontwerp is voorgelegd aan de afdeling Wetgeving van de Raad van State, die daarover op 2 oktober 2017 advies nr. 62.081/2 uitgebracht heeft.

Dat advies luidt als volgt:

“Rechtsgrond

1. Uit het dossier met de adviesaanvraag blijkt dat het voorliggende ontwerpbesluit uitvoering wil verlenen aan de ITS-kaderwet² en meer bepaald aan de aspecten van die wet die betrekking hebben op de aangelegenheid van de private veiligheid.

Bij de ITS-kaderwet is in de wet van 10 april 1990 ‘tot regeling van de private en bijzondere veiligheid’ immers een artikel 12, §§ 2 en 3, ingevoegd dat als volgt gesteld is:

‘§ 2. De definities van de begrippen eCall', particuliere eCall', eCall-alarmcentrale', nooddienst', beheerscentrale van noodoproepen' en minimumreeks van gegevens' zijn deze zoals bedoeld in artikel 3 van de ITS-kaderwet.

¹ Zie algemene opmerking nr. III, infra.

² Voetnoot 1 van het geciteerd advies: Het gaat om de wet van 17 augustus 2013 ‘tot creatie van het kader voor het invoeren van intelligente vervoerssystemen en tot wijziging van de wet van 10 april 1990 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid’, waarvan artikel 15 als volgt luidt: “Deze wet wordt geciteerd als ‘ITS-kaderwet’.”

De operatoren van openbare mobiele elektronische communicatienetwerken en de verstrekkers van openbare mobiele elektronische communicatiediensten in de zin van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, schakelen de eCall en de particuliere eCall naar een eCall-alarmcentrale door die de eCall afwikkelt als beschreven in dit artikel.

De alarmcentrale die een eCall of een particuliere eCall ontvangt gaat na of deze het gevolg is van een incident [dat] de tussenkomst vereist van de nooddiensten die ter plaatse hulp bieden, zoals bedoeld in artikel 107, § 1, eerste lid, a., van dezelfde wet.

Indien na evaluatie blijkt dat een interventie van de nooddiensten die ter plaatse hulp bieden nodig is, stuurt de eCall-alarmcentrale [kosteloos] de [minimumreeks] van gegevens onmiddellijk door naar de betrokken beheerscentrale van noodoproepen. De eCall-alarmcentrale verzekert ook [kosteloos] de doorschakeling van de spraakverbinding tussen de inzittende(n) van het voertuig en de betrokken beheerscentrale van noodoproepen.

De Koning bepaalt, op voordracht van de Minister van Binnenlandse Zaken en de Minister van Volksgezondheid, de andere gegevens noodzakelijk om de tussenkomst van de nooddiensten efficiënt en effectief te laten verlopen evenals de regels volgens dewelke het incident en de ernst ervan worden geëvalueerd.

§ 3. De alarmcentrale bewaart gedurende een periode van twee jaar vanaf de dag van een eCall of een particuliere eCall, de [minimumreeks] van gegevens en van de andere gegevens bepaald door de Koning.

De Koning bepaalt, op voordracht van de Minister van Binnenlandse Zaken en de Minister van Volksgezondheid, de andere gegevens betreffende eCall en particuliere eCall die de alarmcentrales dienen te bewaren en over te maken aan de nooddiensten die ter plaatse hulp bieden, alsook de vorm en inhoud ervan en de overmakingswijze van deze gegevens.

Ten laatste op 1 maart van elk jaar maken de eCall-alarmcentrales aan de Minister van Binnenlandse Zaken de maandelijkse geanonimiseerde statistieken over betreffende het totale aantal van eCall en particuliere eCall dat gegenereerd werd gedurende het voorbije burgerlijk jaar, onderscheid makende overeenkomstig elke waarde voor de 'emergency service (category) value'.

Het voorliggende koninklijk besluit ligt in het verlengde van die machtigingen.³

2. De zonet aangehaalde bepalingen van de wet van 10 april 1990 zijn opgeheven bij de wet 'tot regeling van de private en bijzondere veiligheid' die op 8 juni 2017 door de Kamer van volksvertegenwoordigers in voltallige zitting aangenomen is en nog niet bekendgemaakt is in het *Belgisch Staatsblad*.

De voormelde machtigingen die betrekking hebben op het beheer van de eCall-oproepen en bij de ITS-kaderwet ingevoegd zijn in de wet van 10 april 1990, zijn in de nieuwe wet vervangen door nieuwe machtigingen.

De toelichting bij de artikelen 152 en 153 van de nieuwe wet vermeldt immers het volgende:

'Deze artikelen voorzien de wet van de nodige wettelijke basis voor het alarmbeleid zoals voorzien in de uitvoeringsbesluiten van de huidige wet. Zo worden de

³ Voetnoot 2 van het geciteerd advies: Het is trouwens voorgedragen en medeondertekend door de Ministers die bevoegd zijn voor Binnenlandse Zaken en Volksgezondheid, zoals voorgeschreven op grond van de machtigingen vervat in artikel 12, §§ 2 en 3, van de wet van 10 april 1990.

procedures die moeten gehanteerd worden bij onderscheiden alarmsituaties, zoals inbraak-, persoons- en brandalarm, alsmede de behandeling van noodoproepen zoals eCall, vastgesteld in uitvoeringsbesluiten'.⁴

3. In de nieuwe wet zijn thans de volgende bepalingen vervat, die opgenomen zijn onder een afdeling met als opschrift "Alarmen en alarmbeheer":

'Art. 152. Alvorens meldingen op basis van signalen afkomstig van een alarmsysteem, aan de noodcentrales 101/112 te richten, moet de alarmmelder het alarm verifiëren ten einde vast te stellen of er zich daadwerkelijk een gebeurtenis heeft voorgedaan die voor dringende hulp de tussenkomst vereist van de nooddiensten of de politiediensten.

Art. 153. De Koning bepaalt de wijze van alarmverificatie, de procedures van alarmmelding aan de noodcentrales, en de vorm, de inhoud en de bewaartermijnen van de door Hem bepaalde gegevens.

Art. 154. De minister van Binnenlandse Zaken verstrekt aan de alarmcentrales de noodzakelijke informatie om rechtstreekse meldingen aan de noodcentrales te kunnen uitvoeren zonder de noodnummers 101 of 112 te moeten oproepen.

Art. 155. De Koning bepaalt de voorwaarden voor de installatie, het onderhoud, de aanmelding en het gebruik van alarmsystemen en hun componenten.

Art. 156. Het is niet toegelaten alarmsystemen en/of diensten van alarmopvolging telefonisch of door middel van bezoek bij particulieren aan te bieden, tenzij op voorafgaandelijk verzoek van de te bezoeken persoon.

Art. 157. In afwijking van artikel 79, zijn de bewakingsagenten die de activiteit "beheer van een alarmcentrale" uitoefenen niet verplicht de identificatiekaart zichtbaar te dragen.

Art. 158. Ondernemingen uitsluitend vergund voor het beheer van een alarmcentrale die eCalls of alarmsignalen in verband met brand, gaslekken of ontploffingen ontvangt en verwerkt, zijn niet onderworpen aan de bepalingen van de artikelen 41, 3°, 51 en 53.

De personen bedoeld in artikel 60, 1° en 4°, in dienst van deze ondernemingen, zijn niet onderworpen aan de bepalingen van artikel 61, 4°.

De personen bedoeld in artikel 60, 6°, in dienst van deze ondernemingen, zijn niet onderworpen aan de bepalingen van artikel 61, 5° en 6°.'

4. In tegenstelling tot wat bepaald wordt in de huidige tekst van artikel 12, § 2, tweede lid, van de wet van 10 april 1990, zoals ingevoegd bij de ITS-kaderwet, wordt in de nieuwe wet niet langer het volgende bepaald:

'De operatoren van openbare mobiele elektronische communicatienetwerken en de verstrekkers van openbare mobiele elektronische communicatiediensten in de zin van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, schakelen de eCall en

⁴ Voetnoot 3 van het geciteerd advies: Wat de eCall-oproepen betreft, staat in de toelichting bij artikel 158 van de nieuwe wet eveneens dat "[e]n van de eerste acties die gerealiseerd zullen worden in het kader van de ITS-richtlijn (...) de invoering [is] van een geharmoniseerde voorziening in de gehele unie van een interoperabele 'eCall'. De Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken is bevoegd voor het bepalen van de verplichtingen van de alarmcentrales die de doorgave verzekeren van een spraakverbinding met de inzittenden van het voertuig en de nooddiensten die ter plaatse hulp bieden. Gezien de specifieke aard van de activiteiten van verwerking van eCall-oproepen en de Europese context, worden er bepaalde uitzonderingen voorzien voor de centrales die uitsluitend deze activiteit uitvoeren en voor hun personeel. Deze uitzonderingen zijn eveneens van toepassing op alarmcentrales en hun personeelsleden die enkel 'safety'-alarmen beheren."

de particuliere eCall naar een eCall-alarmcentrale door die de eCall afwikkelt als beschreven in dit artikel.'

Dat lid, dat van cruciaal belang is voor de operationaliteit van het volledige eCall-systeem, is opgenomen in het ontworpen artikel 25/1 van het koninklijk besluit van 25 april 2007 'tot vaststelling van de voorwaarden voor installatie, onderhoud en gebruik van alarmsystemen en beheer van alarmcentrales' (artikel 2 van het ontwerp), maar dat artikel 25/1 ontleent geen enkele rechtsgrond aan de bepalingen van de nieuwe wet die in de aanhef van het ontwerp vermeld worden, noch aan de hierboven aangehaalde bepalingen, zoals de artikelen 152 en 153.

In dat verband merkt de afdeling Wetgeving op dat verschillende aspecten van deze aangelegenheid aan de orde zijn in artikel 107 van de wet van 13 juni 2005 'betreffende de elektronische communicatie', bij welke bepaling verscheidene machtigingen aan de Koning verleend worden na advies van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie.

Aangezien de steller van het ontwerp niet binnen dat juridisch kader handelt, kan deze aangelegenheid niet verder onderzocht worden."

2. Het ontwerpbesluit is in het licht van dat advies gewijzigd waarbij daarin de bepaling is geschrapt die oorspronkelijk artikel 25/1 vormde. Het aldus aangepaste ontwerp is het voorliggend ontwerpbesluit.

In de brief met de adviesaanvraag betreffende het voorliggend ontwerp wordt over de aangebrachte wijziging de volgende uitleg gegeven:

"Dit koninklijk besluit dient mede ondertekend te worden door de Minister van Volksgezondheid, mevrouw Maggie DE BLOCK, gezien de impact op de medische hulpdiensten. Echter, in dit stadium is het departement Volksgezondheid akkoord dat enkel mijn handtekening zich op het exemplaar in bijlage bevindt, gelet op de dringendheid van het dossier. Uiteraard zijn zij akkoord met de inhoud van het voorliggend koninklijk besluit tot wijziging.

[...]

Er dient benadrukt te worden dat dit ontwerp reeds een eerste keer werd voorgelegd aan de afdeling wetgeving, dd 1 september 2017. In dit kader verleende de afdeling wetgeving op 2 oktober 2017 het advies nr. 62.081/2 waarin werd opgemerkt dat artikel 25/1 van het ontwerp geen enkele rechtsgrond ontleende aan de bepalingen van de nieuwe wet tot regeling van de private en bijzondere veiligheid.

Na analyse van dit advies werd het ontwerpbesluit aangepast als volgt. De inhoud van het oorspronkelijke artikel 25/1 werd geschrapt aangezien deze bepaling overbodig is en niets verandert aan de verplichtingen die nu al bestaan voor de operatoren van openbare mobiele elektronische communicatienetwerken en de verstrekkers van openbare mobiele elektronische communicatiediensten in de zin van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie. Het afleveren van de particuliere eCall aan de bestemming (de eCall-alarmcentrale) wordt gedekt door de bepalingen (en uitvoeringsbesluiten) van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie. Het doel van het ontwerpbesluit is enkel het bepalen van de methodes en procedures die de eCall-alarmcentrale dient te volgen (wijze van alarmverificatie, procedures voor de alarmmelding aan de noodcentrales en bewaartermijnen van bepaalde gegevens)".

Gelet op die uitleg is het duidelijk dat het de bedoeling van de steller van het ontwerp is om alleen uitvoering te geven aan de bepalingen vermeld in de aanhef die de contacten regelen tussen de alarmcentrale en de beheerscentrale (met andere woorden de noodcentrale), maar niet voorzien in een regeling voor het doorschakelen van een particuliere eCall van het voertuig in kwestie naar de alarmcentrale zelf, welke kwestie volgens de steller van het ontwerp onder het recht inzake elektronische communicatie valt.

Doordat in advies nr. 62.081/2 opgemerkt is dat dit aspect van het doorschakelen “van cruciaal belang is voor de operationaliteit van het volledige eCall-systeem”, rijst evenwel de vraag welke geldende wets- en verordeningsbepalingen die voorkomen in de wet van 13 juni 2005 ‘betreffende de elektronische communicatie’ of in de uitvoeringsbesluiten ervan het precies mogelijk of verplicht maken om de eCall van het voertuig naar de alarmcentrale door te schakelen.

Naar aanleiding van een vraag in dat verband hebben de gemachtigden in hoofdzaak de volgende informatie verstrekt:

1° de ontworpen tekst heeft geen betrekking op de publieke eCalls (artikel 3, punt 21, van de wet van 17 augustus 2013 ‘tot creatie van het kader voor het invoeren van intelligente vervoerssystemen en tot wijziging van de wet van 10 april 1990 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid’): dat systeem van publieke eCalls maakt het louter mogelijk om vanuit een voertuig een rechtstreekse verbinding tot stand te brengen met de beheerscentrale van noodoproepen zonder daarvoor via een tussenstation te hoeven gaan; die verbinding is vergelijkbaar met de mogelijkheid om gratis het nummer 112 te vormen op een toestel voor mobiele telefonie; dat en dat alleen is het doel van de publieke eCall, waarmee niets anders gedaan kan worden;

2° de ontworpen tekst heeft alleen betrekking op de particuliere eCalls (artikel 3, punt 22, van de wet van 17 augustus 2013 ‘tot creatie van het kader voor het invoeren van intelligente vervoerssystemen en tot wijziging van de wet van 10 april 1990 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid’), een systeem dat het mogelijk maakt toegang te krijgen tot de beheerscentrales van noodoproepen 112 of 101 via een alarmcentrale die daarnaast, als dienst aanbieder, doorgaans tegen betaling aanvullende diensten aanbiedt – bijvoorbeeld algemene bijstand, zelfs indien zich geen noodsituatie voordoet. In dat kader wordt tussen de gebruiker en de alarmcentrale een contract gesloten en de gemachtigden hebben er in dat verband op gewezen dat voor de overdracht van de oproep vanuit het voertuig naar de alarmcentrale het openbaar communicatienetwerk gebruikt wordt op basis van een “contract zoals geregeld in artikel 108 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie”.⁵

3° de gebruiker heeft de keuze om al dan niet een contract te sluiten met een alarmcentrale voor een dienst van particuliere eCalls; als de gebruiker geen dergelijk contract sluit, kan hij alleen van de publieke eCalls gebruikmaken, wat betekent dat hij een verbinding tot stand kan brengen met het nummer 112, zonder tussenkomst van een alarmcentrale die extra diensten aanbiedt.

⁵ De particuliere eCall past als zodanig dus niet binnen het kader van artikel 107 van de wet van 13 juni 2005.

Na deze verduidelijkingen lijkt de kwestie die in advies nr. 62.081/2 opgeworpen is geen problemen meer te doen rijzen.

II. Bescherming van de persoonlijke levenssfeer

In de ontworpen artikelen 25/3, § 1, eerste lid, 1°, en 25/5 wordt bepaald dat de alarmcentrale de oproepen vanwege de inzittenden van het voertuig moet registreren en de geluidsopname van het gesprek met de inzittende(n) op verzoek van de operator van de bevoegde beheerscentrale moet laten beluisteren.

Een dergelijke regeling, die een inmenging vormt in het recht op eerbiediging van het privéleven, mag alleen ingevoerd worden bij de wet of krachtens een uitdrukkelijke en nauwkeurige wettelijke machtiging, welke machtiging *in casu* ontbreekt.

De ontworpen artikelen 25/3, § 1, eerste lid, 1°, en 25/5 dienen te vervallen.⁶

III. Regeling inzake de kosten en de personen die deze kosten moeten dragen

Artikel 12, § 2, vierde lid, van de wet van 10 april 1990 ‘tot regeling van de private en bijzondere veiligheid’ luidde als volgt:

“Indien na evaluatie blijkt dat een interventie van de nooddiensten die ter plaatse hulp bieden nodig is, stuurt de eCall-alarmcentrale [kosteloos] de [minimumreeks] van gegevens onmiddellijk door naar de betrokken beheerscentrale van noodoproepen. De eCall-alarmcentrale verzekert ook [kosteloos] de doorschakeling van de spraakverbinding tussen de inzittende(n) van het voertuig en de betrokken beheerscentrale van noodoproepen”.

De bepalingen waarnaar in de aanhef van het ontworpen besluit verwezen wordt, in het bijzonder de artikelen 153 en 155 van de wet van 2 oktober 2017 ‘tot regeling van de private en bijzondere veiligheid’, bevatten geen soortgelijke bepaling, meer bepaald niet in zoverre in het voormelde artikel 12, § 2, vierde lid, bepaald wordt dat de taken die door de alarmcentrale uitgeoefend worden kosteloos verricht worden.

Die artikelen 153 en 155 machtigen de Koning er evenmin toe te bepalen door welke personen of overheden de kosten van de werking van het eCallsysteem gedragen moeten worden.

Voor zover de ontworpen artikelen 25/1, 25/7, 4°, en 25/11 die kwestie regelen is daarvoor bijgevolg geen rechtsgrond voorhanden.

Het ontworpen artikel 25/1 behoort dienovereenkomstig herzien te worden en de ontworpen artikelen 25/7, 4°, en 25/11 dienen te vervallen.

⁶ Weliswaar kan die kwestie langs contractuele weg geregeld worden.

IV. Rechtsgrond voor het werken met A.S.T.R.I.D.

1. De ontworpen tekst strekt ertoe de connectiviteit tussen de alarmcentrale en de beheerscentrales te regelen door te bepalen dat daarvoor gewerkt wordt met de “infrastructuurbeheerder”, namelijk “de naamloze vennootschap van publiek recht A.S.T.R.I.D. bedoeld in artikel 2 van de wet van 8 juni 1998 betreffende de radiocommunicatie van de hulp- en veiligheidsdiensten” (artikel 1 van het ontwerp – ontworpen artikel 1, 32°) en door aan de voornoemde beheerder verplichtingen op te leggen (zie de artikelen 25/7, 1°, 2°, 3° en 7°, en de ontworpen artikelen 25/10 en 25/11).

2. De vraag rijst wat de rechtsgrond van die bepalingen is.

Naar aanleiding van een vraag dienaangaande heeft de gemachtigde het volgende antwoord overgezonden:

“L'article 153 de la loi prévoit que le Roi arrête les procédures de communication d'une alarme aux centrales d'urgence. Les règles de connectivité s'inscrivent dans ce cadre.

Par ailleurs, nous renvoyons également au contrat de gestion entre l'État belge et la S.A. Astrid (notamment l'article 97) [...].

Ce contrat de gestion a été établi par arrêté royal du 16 janvier 2017 (Arrêté royal établissant le troisième contrat de gestion d'A.S.T.R.I.D., M.B. du 25.01.2017).

Cet arrêté royal a été pris en exécution de la loi du 8 juin 1998 relative aux radiocommunications des services de secours et de sécurité”.

3. In het licht van die uitleg dient eraan herinnerd te worden dat voor het opleggen van nieuwe verplichtingen aan een publiekrechtelijke rechtspersoon ofwel een rechtstreeks handelen van de wetgever vereist is, ofwel een uitdrukkelijke machtiging vanwege de wetgever aan de uitvoerende macht.

Geen enkele van de in de aanhef vermelde bepalingen bevat een dergelijk handelen of een dergelijke machtiging.

Overigens wordt in artikel 97 van het beheerscontract dat tussen de Belgische Staat en A.S.T.R.I.D. gesloten is in feite een regel herhaald die reeds vastgelegd is in artikel 3, § 1 (in het bijzonder het tweede lid), van de wet van 8 juni 1998 ‘betreffende de radiocommunicatie van de hulp- en veiligheidsdiensten’, die het volgende bepaalt:

« Art. 3. § 1. A.S.T.R.I.D. heeft ten doel de totstandbrenging, de exploitatie, het onderhoud en de evolutieve aanpassingen en uitbreidingen van een radiocommunicatienetwerk voor spraak- en dataverkeer ten behoeve van de Belgische hulp- en veiligheidsdiensten, van de Veiligheid van de Staat en van instellingen, vennootschappen of verenigingen, van publiek of privaat recht, die diensten verstrekken op het vlak van de hulpverlening en de veiligheid.

A.S.T.R.I.D. kan, onder de voorwaarden bepaald door de Koning, haar medewerking verlenen aan de opdrachten van algemeen belang welke aan een of meer operatoren worden toevertrouwd door of krachtens artikel 106 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie.”

Het voormeld artikel 106 luidt als volgt:

“§ 1. De Koning legt, na advies van het Instituut, de lijst van de operatoren vast die met de civiele verdediging meewerken, en de voorwaarden en nadere regels van deze medewerking.

De Koning legt, na advies van het Instituut, de lijst van de operatoren vast die met de Gemengde Commissie voor telecommunicatie meewerken, en de voorwaarden en nadere regels van deze medewerking.

De Koning legt, na advies van het Instituut, de lijst van de operatoren vast, alsook de nadere regels inzake beschikbaarstelling van de huurlijnen die worden gevraagd door de in artikel 151 bedoelde diensten.

§ 2. Onder de voorwaarden en volgens de nadere regels die de Koning na advies van het Instituut vaststelt, nemen de aangewezen operatoren de maatregelen, ook preventieve, die nodig zijn om in een uitzonderlijke situatie de continuïteit van de diensten te waarborgen, inbegrepen het overbrengen van verkeer dat Hij als prioritair vastlegt.

§ 3. Aan scholen, openbare bibliotheken en ziekenhuizen wordt op het gehele grondgebied van het Rijk tegen een betaalbare prijs, wat de aansluiting en het abonnement betreft, een lijn ter beschikking gesteld die toegang verleent tot het internet en die beantwoordt aan hun bijzondere noden.

De in het eerste lid bedoelde tariefvoorwaarden, alsook de wijzen om de voormelde tariefvoorwaarden te krijgen, worden bepaald in de bijlage.

De Koning bepaalt de technische en financiële voorwaarden voor het aanbieden van de in het eerste lid vermelde tariefvoorwaarden. Hiertoe kan een samenwerkingsakkoord worden gesloten.

§ 4. Eén of meer operatoren kunnen door de Koning bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, na advies van het Instituut, worden belast met andere opdrachten die bedoeld zijn om het algemene belang te dienen.

§ 5. Onder de technische en financiële voorwaarden die na advies van het Instituut door de Koning worden vastgesteld, bieden een of meer operatoren een speciaal telefoontarief aan ten gunste van de politieke en algemeen informatieve dagbladen en weekbladen en van de in België gevestigde persagentschappen waarbij de meerderheid van de dagbladen die landelijk of in grote oplage in België worden verspreid, zich contractueel geabonneerd hebben.”

Op te merken valt dat het artikel 106 dat hier weergegeven is, niets uit te staan heeft met de onderhavige problematiek en meer in het bijzonder niets uit te staan heeft met de nooddiensten, welke nooddiensten genoemd worden in artikel 107 van de wet van 13 juni 2005.

4. In die context valt niet in te zien op basis van welke rechtsgrond de Koning eenzijdig het optreden van A.S.T.R.I.D. zou kunnen opleggen en vooral eenzijdig en los van het beheerscontract aan deze instantie verplichtingen zou kunnen opleggen, louter op basis van de bepalingen waarnaar in de aanhef verwezen wordt en van artikel 97 van het beheerscontract dat tussen de Belgische Staat en de vennootschap van publiek recht gesloten is, welk artikel 97, zoals reeds vermeld is, er alleen toe strekt te herinneren aan een wetsbepaling die niet relevant lijkt voor de invoering van de regeling in kwestie.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

Aangezien de verordening, het besluit en de mededeling van de Europese autoriteiten waarnaar in het tweede, het derde en het vierde lid verwezen wordt niet de rechtsgrond van het ontworpen besluit vormen, dienen zij daarin vermeld te worden in de vorm van overwegingen en niet in de vorm van een aanhefverwijzing.

DISPOSITIEF

Artikel 1

1. In artikel 1 (ontworpen artikel 1, 24°) wordt alleen een definitie gegeven van “particuliere eCall”. Zoals reeds vermeld is, heeft het ontworpen dispositief daadwerkelijk alleen betrekking op de particuliere eCalls in de zin van artikel 3, punt 22, van de wet van 17 augustus 2013 ‘tot creatie van het kader voor het invoeren van intelligente vervoerssystemen en tot wijziging van de wet van 10 april 1990 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid’.

Teneinde elke verwarring met de publieke eCalls te voorkomen, dient het gehele ontwerp aldus herzien te worden dat telkens gesproken wordt van “particuliere eCalls” en niet gewoon van “eCalls”.

2. Wat betreft de definitie van een “eCall-alarmcentrale”», wat een “alarmcentrale voor particuliere eCalls” wordt, (ontworpen artikel 1, 25°), verdient het aanbeveling om te steunen op de definitie die vervat is in artikel 3, punt 27, van de wet van 17 augustus 2013.

3. De gemachtigde is het ermee eens dat in het ontworpen artikel 1, 26°, het begrip “centrum 112/100” vervangen dient te worden door het begrip “centrum 112”.

Het gehele ontwerp moet in die zin herzien worden.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER

Pierre VANDERNOOT